

**SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL
TENUE LE MARDI 3 FÉVRIER 2026 À 19 H**

1. ADMINISTRATION ET AFFAIRES JURIDIQUES

- 1.1 Ouverture de la séance
- 1.2 Adoption de l'ordre du jour
- 1.3 Adoption des procès-verbaux du 13 et du 27 janvier 2026
- 1.4 Dépôt - Rapport annuel 2025 sur l'application du règlement de gestion contractuelle
- 1.5 Avis de motion et dépôt du projet de règlement P-2026-04 - Décrétant une dépense et un emprunt de 1 476 000 \$ pour des travaux de rénovation de la salle Lionel-Renaud
- 1.6 Second projet de règlement SP-2026-03 - Amendement au règlement 1297-2020 relatif au zonage afin de modifier les articles 8.3.2, 16.2.2 et l'annexe 3 : Grilles des spécifications, zone U-719
- 1.7 Règlement 1461-2026 - Décrétant une dépense et un emprunt de 174 000 \$ pour des travaux d'asphaltage de la rue Montpas
- 1.8 Règlement 1462-2026 - Code d'éthique et de déontologie des élus es
- 1.9 Octroi d'un contrat d'approvisionnement - Prolongation - Fourniture et épandage d'un produit utilisé comme abat-poussière sur la chaussée pour l'année 2026
- 1.10 Octroi d'un contrat de services professionnels - Renouvellement - Assurance collectives des employés et des élus municipaux pour l'année 2026
- 1.11 Avis de motion et dépôt du projet de règlement P-2026-05 - Amendement au règlement SQ-900-01 relatif à la circulation et au stationnement afin de modifier l'annexe A - Arrêts obligatoires

2. RESSOURCES HUMAINES

- 2.1 Embauche de Frédéric Cournoyer à titre de chef aux opérations et formations du service sécurité incendie

3. COMMUNICATIONS ET RELATIONS EXTERNES

- 3.1 Aucun

4. RESSOURCES INFORMATIONNELLES

- 4.1 Aucun

5. RESSOURCES FINANCIÈRES

- 5.1 Dépôt - Rapport des dépenses autorisées par tout fonctionnaire ou employé conformément au règlement de délégation, contrôle et suivi budgétaires
- 5.2 Transfert du fonds de roulement au fonds d'administration générale - Fourniture et installation d'équipements de communication radio
- 5.3 Octroi d'une bourse dans le cadre du fonds de l'athlète de Sainte-Sophie - Gabriel-Armando Paquette et Raphaëlle Villeneuve

6. RESSOURCES MOBILIÈRES ET IMMOBILIÈRES

(SUITE) ORDRE DU JOUR

SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL TENUE LE MARDI 3 FÉVRIER 2026 À 19 H

- 6.1 Cession des immeubles portant les numéros de lots 2 759 025, 2 759 030 et 2 759 037, secteur de la rue Gagné, à Location Dubois inc.
- 6.2 Servitude d'utilité publique en faveur de Bell Canada et d'Hydro-Québec sur une parcelle du lot 2 761 851
- 7. SÉCURITÉ CIVILE ET INCENDIE**
 - 7.1 Aucun
- 8. VOIRIE**
 - 8.1 Aucun
- 9. TERRITOIRE**
 - 9.1 Amendement à la résolution 141-06-25 relative à la demande adressée à la CPTAQ pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture par l'établissement d'une servitude de passage, d'accès, d'aménagement et d'entretien d'une aire de stationnement sur une partie du lot 2 761 945, aux fins de l'utilisation de la piste cyclable
- 10. ENVIRONNEMENT**
 - 10.1 Aucun
- 11. SERVICES À LA COMMUNAUTÉ**
 - 11.1 Permis de colportage - Bell Canada
 - 11.2 Reconnaissance d'un groupe spontané de citoyens de la Municipalité de Sainte-Sophie - Petits entrepreneurs
- 12. AFFAIRES DIVERSES**
 - 12.1 Aucun
- 13. CLÔTURE**
 - 13.1 Période de questions
 - 13.2 Levée de la séance

1.5

DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT P-2026-04 - DÉCRÉTANT UNE DÉPENSE ET UN EMPRUNT DE 1 476 000 \$ POUR DES TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA SALLE LIONEL-RENAUD

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Sainte-Sophie souhaite se prévaloir du quatrième alinéa de l'article 1061 du *Code municipal du Québec*, lequel prévoit que seule l'approbation du ministre est requise dans le cas de travaux d'infrastructures lorsque le remboursement de l'emprunt est assumé par l'ensemble des propriétaires d'immeubles situés sur le territoire de la municipalité;

CONSIDÉRANT QUE l'avis de motion a été dûment donné lors de la séance du conseil tenue le 3 février 2026 et que le projet de règlement a été déposé à cette même séance.

LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.
2. Le conseil est autorisé à effectuer des travaux de réfection de la salle Lionel-Renaud, tel qu'il appert de l'estimation détaillée préparée par France Charlebois, OMA, directrice du greffe et greffière-trésorière adjointe, en date du 3 février 2026, incluant les frais, les taxes nettes et les imprévus, laquelle estimation fait partie intégrante du présent règlement comme annexe « A ».
3. Le conseil est autorisé à dépenser une somme de 1 476 000 \$ pour les fins du présent règlement.
4. Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, le conseil est autorisé à emprunter une somme de 1 476 000 \$ sur une période de 10 ans.
5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé, annuellement, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la municipalité, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.
6. S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.
7. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété par le présent règlement toute contribution ou subvention pouvant lui être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement

Le conseil affecte également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt correspondant au montant de la subvention sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention.

8. Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Guy Lamothe
Maire

Matthieu Ledoux, CPA
Directeur général et greffier-trésorier

Avis de motion et dépôt du projet de règlement	3 février 2026
Adoption du règlement, résolution xxx-03-26	
Approbation du MAMH	
Avis public / Entrée en vigueur	
Numéro séquentiel	1196190

ANNEXE « A »



Estimation budgétaire

Séq. 1197808

Travaux de rénovation de la salle Lionel-Renaud	Coûts estimés
Travaux d'architecture	
Extérieurs	357 840 \$
Intérieurs	237 626 \$
Travaux d'ingénierie	
Structure	86 000 \$
Mécanique	28 813 \$
Électricité	89 676 \$
Imprévus de design (15 %)	119 993 \$
Frais généraux (10 %)	91 995 \$
Administration et profits (7 %)	64 396 \$
Travaux de décontamination, si requis	14 415 \$
Travaux de plomberie - Inspection par caméra	3 000 \$
Sous-total :	1 093 754 \$
Imprévus (15 %)	164 063 \$
Honoraires professionnels (9 %)	98 438 \$
Sous-total :	262 501 \$
TVQ (net de tx)	67 643 \$
Frais de financement (±4 %)	52 102 \$
Total :	1 476 000 \$

 France Charlebois
Signé le 2026-02-03 15:37:34 EST
France Charlebois, OMA
Directrice du greffe
et greffière-trésorière adjointe

1.6

SECOND PROJET DE RÈGLEMENT SP-2026-03 - AMENDEMENT AU RÈGLEMENT 1297-2020 RELATIF AU ZONAGE AFIN DE MODIFIER LES ARTICLES 8.3.2, 16.2.2 ET L'ANNEXE 3 : GRILLES DES SPÉCIFICATIONS, ZONE U-719

LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. L'article 8.3.2 « Clôture et muret » est modifié par le remplacement du douzième alinéa par le suivant :
« Seules sont permises les clôtures de fer ornemental, en verre, de bois teint, peint ou traité, de co-extrusion, les clôtures de perche, de PVC (polychlorure de vinyle), de même que les clôtures de mailles métalliques de vinyle. À l'extérieur du périmètre d'urbanisation, les clôtures en mailles métalliques sont autorisées pour un usage autre que l'habitation. À l'intérieur du périmètre d'urbanisation, les clôtures en mailles métalliques sont autorisées exclusivement pour les usages dont le code d'usage, au présent règlement, est C1-04, P1-02, P1-03 et P1-05 ».
2. L'article 16.2.2 « Extension d'un usage exercé à l'intérieur d'une construction » est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, du 3^e paragraphe, du pourcentage « 50 » par « 60 ».
3. L'annexe 3 : « Grilles des spécifications » est modifié, à la grille correspondant à la zone U-719, par :
 - L'ajout, dans la section « Usage principal », de la classe d'usage autorisée C2 – Commerce local.
 - L'ajout de note (2), dans la section « Usage principal », des usages spécifiquement interdits à la colonne numéro 4 :
« (2) Dans la classe d'usages C2, sont spécifiquement interdits, les usages C2-09, C2-10, C2-12, C2-13, C2-14 ».
 - L'ajout de note (3), dans la section « Usage principal », des usages spécifiquement interdits à la colonne numéro 4 :
« (3) Dans la classe d'usages C2, sont spécifiquement interdites les pharmacies faisant partie du code d'usage C2-04 »
 - L'ajout d'une autorisation par le point (●), dans la section « Autres dispositions », à la sous-section de « Usage mixte » des classes d'usages C1 et C2.

Guy Lamothe
Maire

Matthieu Ledoux, CPA
Directeur général et greffier-trésorier

Avis de motion et dépôt du projet de règlement PP-2026-03	13 janvier 2026
Adoption du premier projet de règlement n° PP-2026-03, résolution n° 006-01-26	13 janvier 2026
Adoption du second projet de règlement n° SP-2026-03, résolution n° xx-02-26	3 février 2026
Adoption du règlement, résolution n° xx-xx-26	
Certificat de conformité de la MRC/Entrée en vigueur	
Avis public/Publication du règlement	
Numéro séquentiel	1191665

1.7

RÈGLEMENT 1461-2026**DÉCRÉTANT UNE DÉPENSE ET UN
EMPRUNT DE 174 000 \$ - TRAVAUX
D'ASPALTAGE DE LA RUE MONTPAS**

CONSIDÉRANT QUE les voies de circulation du domaine des Joyaux sont asphaltées, à l'exception de la rue Montpas, laquelle est utilisée pour accéder au domaine;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a reçu, le 25 septembre 2020, une pétition relative à des travaux d'asphaltage de la rue Montpas, laquelle avait atteint le pourcentage de signatures requis;

CONSIDÉRANT QU'à la suite de l'analyse de cette demande, la Municipalité a porté à l'attention du porteur de la pétition que :

- Les travaux de construction de ladite rue ont été réalisés il y a plus de 10 ans;
- En raison de la durée d'utilisation de cette voie de circulation depuis sa construction, la qualité de la fondation de la rue ne répond plus aux exigences qualitatives nécessaire visant à assurer la pérennité du bitume à être installé;
- Les coûts de réfection de fondation estimés par une firme de génie-conseil;
- Pour poursuivre les démarches visant la réalisation desdits travaux d'asphaltage, la Municipalité devait recevoir une nouvelle pétition indiquant que les signataires avaient été avisés des coûts approximatifs à déboursier et qu'ils consentaient à payer les frais engagés.

CONSIDÉRANT QUE cette demande a été abandonnée par les propriétaires concernés, à la suite de la prise de connaissance des coûts projetés, jugés excessivement élevés;

CONSIDÉRANT la démarche et la volonté des résidents du domaine des Joyaux de faire exécuter les travaux d'asphaltage d'une portion de la rue Montpas et de compenser une partie des coûts;

CONSIDÉRANT la pétition reçue le 24 avril dernier, signée par la majorité des citoyens de ce secteur;

CONSIDÉRANT QUE la méthode d'exécution retenue et convenue avec le porteur de ladite pétition ne correspond pas à celle habituellement employée, à savoir :

- Qu'aucun travail de réfection de la fondation de la chaussée ne sera effectué;
- Qu'aucun mandat de services professionnels ne sera accordé;
- Qu'aucune garantie n'est donnée.

CONSIDÉRANT l'estimation budgétaire préparé, en date du 7 janvier 2026, par le directeur des travaux publics;

CONSIDÉRANT QUE l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance du conseil tenue le 13 janvier 2026 et que le projet de règlement a été déposé à cette même séance.

LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

- 1. Le conseil est autorisé à effectuer des travaux d’asphaltage de la rue Montpas, tel qu’il appert de l’estimation détaillée préparée par Simon Coyne, directeur des travaux publics, en date du 7 janvier 2026, incluant les taxes nettes, et les imprévus, laquelle estimation fait partie intégrante du présent règlement comme annexes « A ».
- 2. Le conseil est autorisé à dépenser une somme de 174 000 \$ aux fins du présent règlement, à savoir :

Travaux d’asphaltage de la rue Montpas	138 500	\$
Travaux imprévus (±15 %)	20 775	\$
Sous-total :	<u>159 275</u>	\$
TVQ montant net	7 944	\$
Frais de financement (±5 %)	6 781	\$
Total :	<u>174 000</u>	\$

- 3. Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, le conseil est autorisé à emprunter une somme de 174 000 \$ sur une période de 10 ans.
- 4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l’emprunt, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé, annuellement, durant le terme de l’emprunt, de chaque propriétaire d’un immeuble imposable situé à l’intérieur du bassin de taxation décrit à l’annexe « B » jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, une compensation pour chaque immeuble imposable dont il est propriétaire.

Le montant de cette compensation sera établi annuellement en divisant les dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l’emprunt par le nombre d’immeubles imposables dont les propriétaires sont assujettis au paiement de cette compensation.

- 5. S’il advient que le montant d’une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour lesquelles l’affectation s’avérerait insuffisante.
- 6. Le conseil affecte à la réduction de l’emprunt décrété par le présent règlement toute contribution ou subvention pouvant lui être versée pour le paiement d’une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

Le conseil affecte également, au paiement d’une partie ou de la totalité du service de dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l’emprunt correspondant au montant de la subvention sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention.

7. Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Guy Lamothe
Maire

Matthieu Ledoux, CPA
Directeur général et greffier-trésorier

Avis de motion et dépôt du projet de règlement n° P-2026-01	13 janvier 2026
Adoption du règlement, résolution n° xxx-02-26	3 février 2026
Approbation du MAMH	
Avis public / Entrée en vigueur	
Numéro séquentiel	1184256

Annexe A



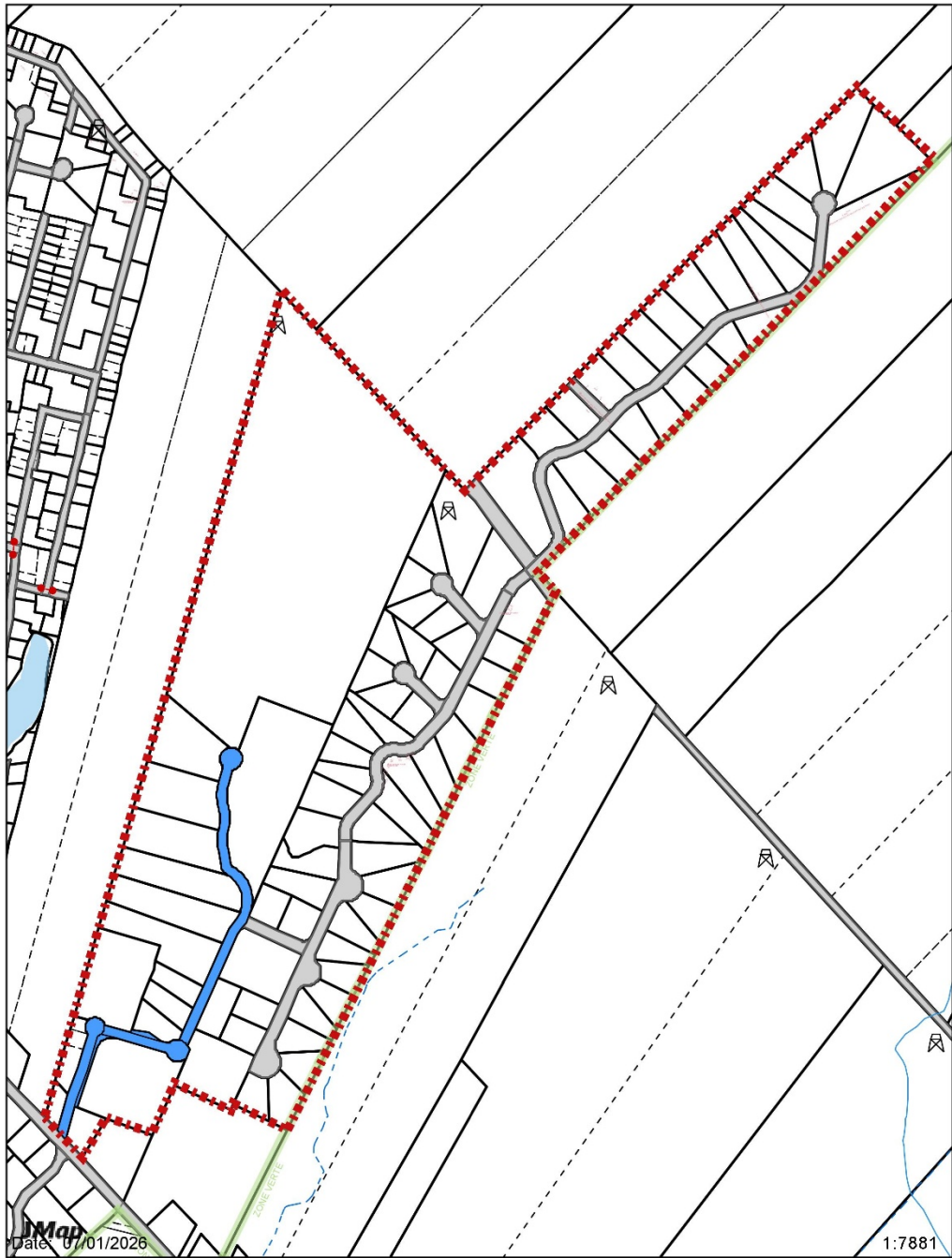
Estimation budgétaire - Travaux d'asphaltage de la rue Montpas

Séq. 1189087

Type de rue	Nom de la voie de circulation	Tronçon approximatif	Coût préliminaire	Granulats	Accotements
L	Montpas, rue	Au complet ± 820 m	120 000.00 \$	1 500.00 \$	17 000.00 \$
Sous-total :			120 000.00 \$	1 500.00 \$	17 000.00 \$
L	Rue locale				
		Travaux imprévus (15 %)	18 000.00 \$	225.00 \$	2 550.00 \$
		Honoraires professionnels (0 %)	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$
		TVQ (net de tx)	6 882.75 \$	86.04 \$	975.06 \$
		Frais de financement (±5 %)	5 856.15 \$	75.00 \$	850.00 \$
		Total :	150 738.90 \$	1 886.04 \$	21 375.06 \$
Grand-total :			174 000.00 \$		
 Simon Coyne Signé le 2026-02-07 13:58:31 EST Simon Coyne, directeur des travaux publics					

Annexe B

Rue Montpas, identifiée en bleu



RÈGLEMENT 1462-2026 CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES ÉLUS ES

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 13 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (RLRQ, c. E-15.1.0.1, ci-après : la « LEDMM »), toute municipalité doit, avant le 1^{er} mars qui suit toute élection générale, adopter un code d'éthique et de déontologie révisé qui remplace celui en vigueur, avec ou sans modification;

CONSIDÉRANT QU'une élection générale s'est tenue le 2 novembre 2025 et que le conseil municipal a été élu par acclamation;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu, en conséquence, d'adopter un code d'éthique et de déontologie des élus es sans modification;

CONSIDÉRANT QUE le directeur général et greffier-trésorier mentionne que le présent règlement a pour objet de prévoir les principales valeurs de la Municipalité en matière d'éthique et les règles déontologiques qui doivent guider la conduite d'une personne à titre de membre du conseil, d'un comité ou d'une commission de la Municipalité ou, en sa qualité de membre du conseil de la Municipalité, d'un autre organisme;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité, ce qui inclut les membres de son conseil, adhère explicitement aux valeurs en matière d'éthique et aux règles déontologiques prévues à la LEDMM ainsi que dans le présent Code;

CONSIDÉRANT QUE l'éthique et la déontologie en matière municipale sont essentielles afin de maintenir le lien de confiance entre la Municipalité et les citoyens;

CONSIDÉRANT QU'une conduite conforme à l'éthique et à la déontologie municipale doit demeurer une préoccupation constante des membres du conseil afin d'assurer aux citoyens une gestion transparente, prudente, diligente et intègre de la Municipalité incluant ses fonds publics;

CONSIDÉRANT QU'en appliquant les valeurs en matière d'éthique et en respectant les règles déontologiques prévues à ce Code, chaque membre du conseil est à même de bien remplir son rôle en tant qu'élu municipal, d'assumer les responsabilités inhérentes à cette fonction et de répondre aux attentes des citoyens ;

CONSIDÉRANT QUE ce Code contient les obligations ainsi que les balises permettant d'orienter la conduite de chaque membre du conseil, tout en laissant le soin à ce dernier d'user de son jugement en fonction des valeurs y étant prévues;

CONSIDÉRANT QUE ce Code vise à identifier, prévenir et éviter les situations de conflit d'intérêts;

CONSIDÉRANT QUE tout manquement au Code peut entraîner des conséquences graves pour la Municipalité et les membres du conseil;

CONSIDÉRANT QU'il incombe à chaque membre du conseil de respecter ce Code pour s'assurer de rencontrer des standards élevés d'éthique et de déontologie en matière municipale.

LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIIT :

1. DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

1.1 Le titre du présent règlement est : Règlement numéro 1462-2026 édictant le Code d'éthique et de déontologie des élus es.

1.2 Le Code ne se substitue pas aux lois et règlements en vigueur qui régissent la Municipalité et, de façon plus générale, le domaine municipal. Il est plutôt supplétif et complète les diverses obligations et les devoirs généraux applicables aux élus es municipaux qui sont prévus dans les lois et les autres règlements applicables.

Ainsi, le Code ne doit pas être interprété comme permettant de déroger aux dispositions contenues dans les lois et règlements en vigueur qui régissent la Municipalité, les élus es municipaux et, de façon plus générale, le domaine municipal.

2. INTERPRÉTATION

2.1 Le présent Code doit être interprété selon les principes et les objectifs contenus à la LEDMM. Les règles prévues à cette loi sont réputées faire partie intégrante du présent Code et prévalent sur toute règle incompatible énoncée à ce Code.

2.2 Dans le présent Code, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

Avantage : De nature pécuniaire ou non, constitue notamment un avantage tout cadeau, don, faveur, récompense, service, gratification, marque d'hospitalité, rémunération, rétribution, gain, indemnité, privilège, préférence, compensation, bénéfice, profit, avance, prêt, réduction, escompte, etc.

Déontologie : Désigne l'ensemble des règles et des devoirs qui régissent la fonction des membres du conseil, leur conduite, les rapports entre ceux-ci ainsi que les relations avec les employés municipaux et le public en général.

Éthique : Réfère à l'ensemble des principes moraux qui sont à la base de la conduite des membres du conseil. L'éthique tient compte des valeurs de la Municipalité.

Intérêt personnel : Un tel intérêt est lié à la personne même de l'élue et il est distinct de celui de la collectivité qu'il représente.

Membre du conseil : Élu e de la Municipalité, un membre d'un comité ou d'une commission de la Municipalité ou membre du conseil d'un autre organisme municipal, lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du conseil de la Municipalité.

Organisme municipal : Le conseil, tout comité ou toute commission :

- 1° D'un organisme que la loi déclare mandataire ou agent de la Municipalité;
- 2° D'un organisme dont le conseil est composé majoritairement des membres du conseil, dont le budget est adopté par la Municipalité ou dont le financement est assuré pour plus de la moitié par celle-ci;
- 3° D'un organisme public dont le conseil est composé majoritairement de membres du conseil de plusieurs municipalités;
- 4° De tout autre organisme déterminé par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

3. APPLICATION DU CODE

- 3.1 Le présent Code et plus particulièrement les règles énoncées dans celui-ci guident la conduite de tout membre du conseil.
- 3.2 Certaines règles prévues au présent Code s'appliquent également après le mandat de toute personne qui a été membre du conseil.

4. VALEURS DE LA MUNICIPALITÉ

- 4.1 Principales valeurs de la Municipalité en matière d'éthique :
 - 4.1.1. Intégrité des membres du conseil
L'intégrité implique de faire preuve de probité et d'une honnêteté au-dessus de tout soupçon.
 - 4.1.2. Honneur rattaché aux fonctions de membre du conseil
L'honneur exige de rester digne des fonctions confiées par les citoyens.
 - 4.1.3. Prudence dans la poursuite de l'intérêt public
La prudence commande à tout membre du conseil d'assumer ses responsabilités face à la mission d'intérêt public qui lui incombe de façon objective et avec discernement. La prudence implique de se renseigner suffisamment, de réfléchir aux conséquences de ses actions et d'examiner les solutions alternatives.

L'intérêt public implique de prendre des décisions pour le plus grand bien de la collectivité et non à l'avantage d'intérêts privés ou personnels au détriment de l'intérêt public.

- 4.1.4. Respect et civilité envers les autres membres du conseil de la municipalité, les employés de celle-ci et les citoyens
De façon générale, le respect exige de traiter toutes les personnes avec égard et considération. La civilité implique de faire montre de courtoisie, politesse et de savoir-vivre.
- 4.1.5. Loyauté envers la Municipalité
La loyauté demande de s'acquitter de ses fonctions dans le meilleur intérêt de la Municipalité, avec objectivité et indépendance d'esprit. Elle implique de faire abstraction de ses intérêts personnels et de les divulguer en toute transparence, conformément aux règles applicables. De plus, la loyauté implique de respecter les décisions prises par le conseil.
- 4.1.6. Recherche de l'équité
L'équité implique de faire preuve d'impartialité, soit avoir une conduite objective et indépendante, et de considérer les droits de chacun. L'équité exige de ne faire aucune discrimination.
- 4.1.7. Ces valeurs doivent guider les membres du conseil de la Municipalité dans l'appréciation des règles déontologiques qui leur sont applicables.
- 4.1.8. Lorsque des valeurs sont intégrées à l'article 5 du présent Code, celles-ci doivent, en plus de guider la conduite du membre du conseil, être respectées et appliquées par celui-ci.

5. RÈGLES DE CONDUITE ET INTERDICTIONS

- 5.1 Les règles de conduite ont notamment pour objectif de prévenir :
 - 5.1.1. Toute situation où l'intérêt personnel du membre du conseil peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions.
 - 5.1.2. Le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites.
 - 5.1.3. Toute inconduite portant atteinte à l'honneur et la dignité de la fonction d'élu municipal.
- 5.2 Règles de conduite et interdictions
 - 5.2.1. Le membre du conseil doit se conduire avec respect et civilité.
 - 5.2.1.1. Il est interdit à tout membre du conseil de se comporter de façon irrespectueuse ou incivile envers les autres membres du conseil municipal, les employés municipaux ou les citoyens par l'emploi, notamment, de paroles, d'écrits ou de gestes vexatoires, dénigrants ou intimidants ou de toute forme d'incivilité de nature vexatoire.

5.2.1.2. Plus particulièrement, tout membre du conseil doit :

- a) Faire preuve de civilité et de courtoisie dans ses échanges et ses communications, incluant celles sur le Web et les médias sociaux;
- b) Respecter la dignité et l'honneur des autres membres du conseil, des employés municipaux et des citoyens.

5.2.1.3. Tout membre du conseil doit s'engager dans un dialogue franc et honnête avec les autres membres du conseil afin d'en arriver à une décision éclairée.

5.2.1.4. Tout membre du conseil doit respecter le décorum lors d'une séance publique ou privée du conseil municipal. Notamment, le membre du conseil doit respecter les directives du président de l'assemblée.

5.2.1.5. Dans ses communications avec les employés municipaux, les partenaires de la Municipalité, les citoyens, les médias et le public en général, le membre du conseil ne peut utiliser sa fonction ou son titre afin de laisser croire qu'il agit au nom de la Municipalité, sauf dans le cas où une résolution a dûment été adoptée à cet effet par le conseil municipal.

Cette interdiction ne s'applique toutefois pas au maire qui agit dans le cadre des pouvoirs spécifiques qui lui sont dévolus par la loi.

5.2.2. Le membre du conseil doit se conduire avec honneur.

5.2.2.1. Il est interdit à tout membre du conseil d'avoir une conduite portant atteinte à l'honneur et à la dignité de la fonction d'élu municipal.

5.2.2.2. Tout membre du conseil doit prendre les moyens raisonnables pour assister aux séances publiques et aux séances privées du conseil municipal. Il en est de même lorsqu'il présente la Municipalité lors de différentes réunions ou d'événements.

5.2.2.3. Il est interdit à tout membre du conseil d'effectuer une dépense en contravention avec la *Loi sur le traitement des élus municipaux* (RLRQ, c. T-11.001) ou de tenter de se faire rembourser une telle dépense.

5.2.2.4. Dans le cadre de ses déplacements et de ses dépenses qui impliquent un remboursement de la part de la Municipalité, tout membre du conseil doit autant que possible en limiter les coûts à ce qui est raisonnable dans les circonstances.

5.2.3. Conflits d'intérêts

- 5.2.3.1. Il est interdit à tout membre du conseil d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.
- 5.2.3.2. Il est interdit à tout membre du conseil de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.
- 5.2.3.3. Il est interdit à tout membre du conseil de contrevenir aux articles 304 et 361 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2), sous réserve des exceptions prévues aux articles [305](#) et [362](#) de cette loi.
- 5.2.3.4. Tout membre du conseil doit éviter de se placer, sciemment, dans une situation où il est susceptible de devoir faire un choix entre, d'une part, son intérêt personnel ou d'une autre personne et, d'autre part, celui de la Municipalité ou d'un autre organisme, lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du conseil.
- 5.2.3.5. Tout membre du conseil doit faire preuve d'impartialité et d'équité. Il ne peut faire preuve de favoritisme, notamment à l'égard des fournisseurs de la Municipalité.
- 5.2.3.6. Tout membre du conseil doit être indépendant d'esprit et avoir un jugement objectif sans intérêt personnel de manière à prendre les meilleures décisions pour la Municipalité.
- 5.2.3.7. Le membre du conseil qui constate l'existence d'un conflit d'intérêts ou en est avisé doit prendre les moyens pour y mettre fin, et ce, le plus tôt possible à partir du moment où il en a connaissance.
- 5.2.3.8. Tout membre du conseil doit prévenir et éviter les situations dans lesquelles il risque de subir de l'influence indue quant à une décision qui est susceptible de favoriser son intérêt personnel ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.
- 5.2.3.9. Tout membre du conseil doit s'assurer, en tout temps, que ses activités autres que celles liées à sa fonction d'élu n'entrent pas en conflit avec l'exercice de ses fonctions d'élu municipal.

5.2.4. Réception ou sollicitation d'avantages

5.2.4.1. Il est interdit à tout membre du conseil de solliciter, de susciter, d'accepter ou de recevoir, pour lui-même ou pour une autre personne, quelque avantage que ce soit en échange d'une prise de position sur une question dont le conseil, un comité ou une commission dont il est membre peut être saisi.

5.2.4.2. Il est interdit à tout membre du conseil d'accepter tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui est offerte par un fournisseur de biens ou de services ou qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité.

5.2.4.3. Tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage reçu par un membre du conseil municipal et qui n'est pas de nature purement privé ou visé par l'article 5.2.4.2 doit, lorsque sa valeur excède 200 \$, faire l'objet, dans les 30 jours de sa réception, d'une déclaration écrite par ce membre auprès du greffier-trésorier de la Municipalité.

Cette déclaration doit contenir une description adéquate du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu, et préciser le nom du donateur ainsi que la date et les circonstances de sa réception.

5.2.4.4. Lorsqu'un membre du conseil représente la Municipalité à un événement et qu'il reçoit un prix de présence ou un avantage quelconque, sans que le membre du conseil ait eu à déboursier personnellement de participation pour le recevoir, celui-ci doit le remettre à Municipalité, laquelle décidera comment en bénéficier ou en disposer.

5.2.5. Le membre du conseil ne doit pas utiliser des ressources de la Municipalité

5.2.5.1. Il est interdit à tout membre du conseil d'utiliser des ressources de la Municipalité ou de tout autre organisme municipal au sens du présent Code à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions. Cette interdiction ne s'applique toutefois pas lorsqu'un membre du conseil utilise, à des conditions non préférentielles, une ressource mise généralement à la disposition des citoyens.

5.2.5.2. Un membre du conseil ne peut permettre à un employé municipal ou un tiers d'utiliser les ressources de la Municipalité ou de tout autre organisme municipal liées à la Municipalité à des fins personnelles à moins qu'il ne s'agisse d'un service ou d'une activité qui est offerte de façon générale par la Municipalité.

- 5.2.5.3. Il est interdit à un membre de détourner à son propre avantage ou à l'avantage d'un tiers, un bien ou une somme d'argent appartenant à la Municipalité.

5.2.6. Renseignements privilégiés

- 5.2.6.1. Il est interdit à tout membre du conseil d'utiliser, de communiquer ou de tenter d'utiliser ou de communiquer, tant pendant son mandat qu'après celui-ci, des renseignements obtenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui ne sont généralement pas à la disposition du public pour favoriser ses intérêts personnels ou ceux de toute autre personne.
- 5.2.6.2. Il est interdit à tout membre du conseil d'utiliser ou divulguer, à son propre avantage ou à l'avantage d'un tiers, une information privilégiée ou une information qu'il détient et qui ne serait pas autrement disponible ou que le conseil municipal n'a pas encore divulguée.
- 5.2.6.3. Un membre du conseil ne peut divulguer de quelque façon que ce soit, directement ou indirectement, l'opinion émise en séance privée par un autre membre du conseil ou toute autre personne y participant.
- 5.2.6.4. Tout membre du conseil doit faire preuve de prudence dans ses communications, notamment sur le Web et les médias sociaux, afin d'éviter de divulguer directement ou indirectement une information privilégiée ou qui n'est pas de nature publique.
- 5.2.6.5. Pour les fins de la présente section, et sans limiter la généralité de ce qui précède, sont notamment, mais non limitativement, considérés comme des informations privilégiées et des renseignements qui ne sont pas de nature publique: les documents et les renseignements ne pouvant être divulgués ou dont la confidentialité doit être assurée en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), les discussions tenues lors des séances privées et tout ce qui est protégé par le secret professionnel, tant que la Municipalité n'y a pas renoncé dans ce dernier cas.

5.2.7. Après-mandat

5.2.7.1. Il est interdit à tout membre du conseil, dans les douze (12) mois qui suivent la fin de son mandat, d'occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction, de telle sorte que lui-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre du conseil de la Municipalité.

5.2.8. Annonce lors d'une activité de financement politique

5.2.8.1. Il est interdit à tout membre du conseil de faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la Municipalité, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente de la municipalité.

5.2.8.2. Le membre du conseil qui emploie du personnel de cabinet doit veiller à ce que ces employés respectent l'interdiction prévue au premier alinéa. En cas de non-respect de cette interdiction par l'un de ceux-ci, le membre du conseil en est imputable aux fins de l'imposition des sanctions prévues à l'article 31 de la Loi.

5.2.9. Ingérence

5.2.9.1. Un membre du conseil ne peut s'ingérer dans l'administration quotidienne de la Municipalité ou donner des directives aux employés municipaux, autrement qu'à l'occasion d'une prise de décision en séance publique du conseil municipal. Dans un tel cas, les directives sont mises en application auprès des employés municipaux par la direction générale.

5.2.9.2. Il est entendu que le membre du conseil qui est membre d'un comité, ou d'une commission formée par le conseil municipal ou qui est mandaté par le conseil municipal pour représenter la Municipalité dans un dossier particulier, peut toutefois devoir collaborer avec la direction générale et les employés municipaux. Cette collaboration est limitée au mandat lui ayant été attribué par le conseil municipal.

5.2.9.3. En aucun cas la présente disposition ne peut être appliquée ou interprétée de manière à limiter le droit de surveillance, d'investigation et de contrôle du maire lui étant dévolu en vertu de la loi.

5.2.9.4. Tout membre du conseil doit transmettre les plaintes qu'il reçoit au directeur général de la Municipalité qui fera le suivi approprié. Si les plaintes visent le directeur général, il les réfère au maire.

6. MÉCANISMES D'APPLICATION, DE CONTRÔLE ET DE SANCTIONS

- 6.1 Les mécanismes d'application et de contrôle du présent Code sont ceux prévus à la LEDMM.
- 6.2 Un manquement à une règle prévue au présent Code, par un membre du conseil de la Municipalité, peut entraîner l'imposition des sanctions prévues à la LEDMM, soit :
 - 6.2.1. La réprimande;
 - 6.2.2. La participation à une formation sur l'éthique et la déontologie en matière municipale, aux frais du membre du conseil, dans le délai prescrit par la Commission municipale du Québec;
 - 6.2.3. La remise à la Municipalité, dans les 30 jours de la décision de la Commission municipale du Québec :
 - a) du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci;
 - b) de tout profit retiré en contravention à une règle énoncée au présent code;
 - 6.2.4. Le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période que la Commission détermine, comme membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la Municipalité ou d'un organisme;
 - 6.2.5. Une pénalité, d'un montant maximal de 4 000 \$, devant être payée à la Municipalité;
 - 6.2.6. La suspension du membre du conseil pour une période dont la durée ne peut excéder 90 jours, cette suspension pouvant avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat s'il est réélu lors d'une élection tenue pendant sa suspension et que celle-ci n'est pas terminée le jour où débute son nouveau mandat.

Lorsqu'un membre du conseil est suspendu, il ne peut exercer aucune fonction liée à sa charge de maire ou de conseiller et, notamment, il ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la Municipalité ou, en sa qualité de membre du conseil de la Municipalité, d'un autre organisme ni recevoir une rémunération, une allocation ou toute autre somme de la Municipalité ou d'un tel organisme.

7. REMPLACEMENT

- 7.1

Le présent règlement remplace le Règlement 1346-2022 édictant un code d'éthique et de déontologie des élus es, adopté le 5 avril 2022.
- 7.2

Toute mention ou référence à un code d'éthique et de déontologie des élus-es, que ce soit dans un règlement, une résolution, une politique, un contrat, etc., est réputée faire référence au présent règlement.

Guy Lamothe
Maire

Matthieu Ledoux, CPA
Directeur général et greffier-trésorier

Avis de motion et dépôt du projet de règlement P-2026-02	13 janvier 2026
Avis public / Présentation du règlement	16 janvier 2026
Adoption du règlement, résolution xxx-02-26	3 février 2026
Avis public / Entrée en vigueur	
Numéro séquentiel	1183195

1.11

DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT 2026-05 - AMENDEMENT AU RÈGLEMENT SQ-900-01 RELATIF À LA CIRCULATION ET STATIONNEMENT AFIN DE MODIFIER L'ANNEXE A : ARRÊTS OBLIGATOIRES

LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. L'annexe A - Arrêts obligatoires, est modifiée par :
- Le retrait des informations suivantes :

Nom de la rue	Emplacement
Achigan Ouest, chemin de l'	Intersection rue Deguise, direction nord-ouest
Achigan Ouest, chemin de l'	Intersection rue Deguise, direction sud-est

Guy Lamothe
Maire

Matthieu Ledoux, CPA
Directeur général et greffier-trésorier

Avis de motion et dépôt du projet de règlement n° P-2026-05	3 février 2026
Adoption du règlement, résolution n° xx-03-26	3 mars 2026
Avis public / Entrée en vigueur	
Numéro séquentiel	1199984